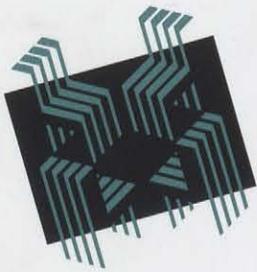


SUJETS DE DISCUSSION



L'INVESTISSEMENT
DANS L'AVENIR
DU CANADA



SUJETS DE DISCUSSION

INTRODUCTION

LA STRUCTURE DES CONSULTATIONS

PRÉFACE

**THÈME N° 1 : LE DÉFI DE
L'INVESTISSEMENT AU PAYS**

**THÈME N° 2 : DES INVESTISSEMENTS
DE QUALITÉ**

**THÈME N° 3 : À LA RECHERCHE
D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS**

**THÈME N° 4 : PRÉSENCE CANADIENNE
SUR LES MARCHÉS MONDIAUX**

INTRODUCTION

Le rapport de Michael Porter, intitulé *Le Canada à la croisée des chemins – les nouvelles réalités concurrentielles*, explique l'« ordre ancien » dans lequel a évolué l'industrie canadienne et, en considération de la compétitivité mondiale, souligne la nécessité d'un « ordre nouveau ».

Depuis 1984, le gouvernement du Canada a proposé des réformes conçues pour secouer le joug de l'« ordre ancien ». Le dénominateur commun de ces réformes : une action résolument axée sur la réalité du marché, reconnaissant ainsi que c'est le dynamisme du secteur privé qui déterminera, en dernière analyse, la compétitivité du pays.

Déréglementation, privatisation, réforme fiscale, libéralisation de la politique en matière d'investissement étranger, importance accrue accordée à la formation et aux mesures visant à améliorer les perspectives d'emploi de la main-d'œuvre qualifiée, libre-échange avec les États-Unis, réduction du déficit et contrôle de l'inflation sont au premier plan de l'action gouvernementale pour un renouveau économique. Comme il fallait s'y attendre, la récession mondiale a incité certains critiques à demander un retour à l'« ordre ancien ». Or, il est impossible de faire marche arrière, de se soustraire aux forces de la mondialisation. En fait, nous devons redoubler d'efforts pour construire l'économie de demain, une économie plus novatrice et concurrentielle.

On s'attend à ce que les consultations tenues dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, lancées par le gouvernement il y a plusieurs mois sous la direction de deux réputés représentants du secteur privé, soient à l'origine de l'action commune de tous les intervenants de notre économie. En outre, avec l'aide d'experts-conseils du secteur privé,

plusieurs ministères et organismes fédéraux étudient à fond la question de la compétitivité.

Sans conteste, la compétitivité d'un pays relève en grande partie de l'investissement. « Investir dans l'avenir du Canada » risque fort de devenir un des principaux thèmes du plan d'action des années 1990.

L'effort d'investissement du Canada, soit le rapport entre la formation brute de capital fixe et le produit intérieur brut (PIB), a été remarquablement constant au cours des deux derniers cycles économiques. Comme l'illustre le graphique 1, l'effort d'investissement se situait en moyenne à 15 % de 1974 à 1989. La formation nette de capital fixe (soit la formation brute de capital fixe moins la dépréciation du capital) par rapport au PIB s'élevait en moyenne à 1,7 % au cours du cycle économique de 1982 à 1989, alors qu'elle atteignait en moyenne 3,1 % lors du cycle économique précédent (1974-1981).

L'effort d'investissement du Canada en général ne présage pas une crise. Par contre, dans l'industrie des machines et du matériel, secteur économique où les percées technologiques abondent, la performance du Canada en matière d'investissement est inférieure à celle de ses principaux concurrents, ce qui soulève certaines inquiétudes. Bien qu'il soit à la hausse depuis le milieu des années 1970, l'effort d'investissement du Canada est encore considérablement inférieur à celui du Japon. En effet, au cours des deux dernières décennies, l'effort d'investissement du Japon était en général deux fois plus élevé que celui du Canada.

INTRODUCTION

Les consultations sur l'investissement poursuivent donc deux objectifs, soit :

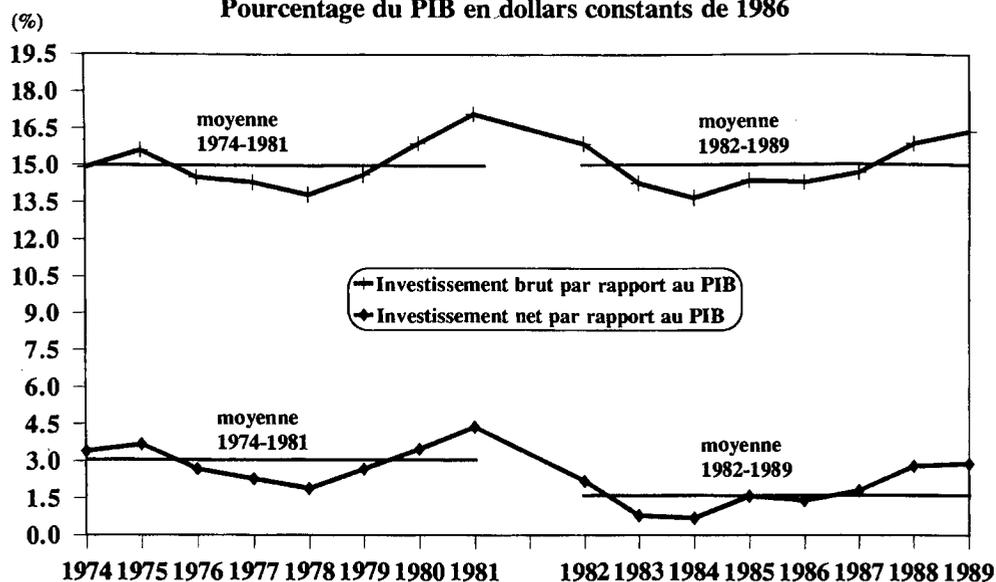
- connaître votre point de vue sur les questions touchant l'investissement;
- vous faire part de certaines conclusions auxquelles nous sommes arrivés au sujet de l'effort d'investissement nécessaire

à une productivité accrue au Canada de même qu'à la réalisation de ses objectifs environnementaux et autres.

En favorisant ainsi le dialogue, nous visons à en arriver à un consensus clair sur l'action à prendre pour stimuler l'investissement au Canada.

Graphique 1

**Tendances en formation brute et nette de capital
Pourcentage du PIB en dollars constants de 1986**



Source: Compilations d'Investissement Canada
à partir de données de Statistique Canada

LA STRUCTURE DES CONSULTATIONS

La rencontre débutera par une séance plénière au cours de laquelle M^{me} Jean C. McCloskey, présidente d'Investissement Canada, ainsi que d'autres spécialistes mettront en lumière les principaux défis du Canada en matière d'investissement. Puis, divisés en quatre groupes de travail, les participants feront part de leur expérience et de leurs idées lors de discussions sur un thème différent pour chaque groupe. Les spécialistes soulèveront entre autres les grandes questions suivantes :

Thème n° 1 :

LE DÉFI DE L'INVESTISSEMENT AU PAYS

L'exposé préliminaire portera sur le bien-fondé d'un effort d'investissement nettement supérieur au Canada d'ici la fin du siècle. Si les participants à cette séance de travail partagent ce point de vue, une réflexion sur les moyens à prendre pour accroître cet effort alimentera les discussions. Stimuler l'investissement a pour corollaire une augmentation de l'épargne et une baisse relative des dépenses de consommation, de même qu'un climat favorable aux affaires. Il faut examiner les principales variables touchant les décisions en matière d'investissement, notamment les taux d'imposition au Canada, le coût des capitaux et le degré de compétence de la main-d'œuvre, et en arriver à un accord. À cette fin, il faut viser une collaboration plus étroite entre les milieux d'affaires, les syndicats et le gouvernement.

Thème n° 2 :

DES INVESTISSEMENTS DE QUALITÉ

La qualité des investissements est tout aussi importante que la quantité. Les remarques préliminaires donneront un aperçu de

l'expérience des années 1980, alors que la productivité canadienne était inférieure à celle de ses principaux concurrents. La qualité de l'investissement était-elle en partie responsable de cette situation? Il faut non seulement investir davantage, mais aussi le faire de façon plus judicieuse. C'est pourquoi le climat de l'investissement au Canada jouera un rôle essentiel. Il faut chercher à savoir si l'on envoie les bons messages sur le marché et si les stimulants nécessaires sont en place pour attirer l'investissement là où il sera le plus rentable. Les données disponibles au pays ne précisent pas la situation à laquelle font face les secteurs et les entreprises au Canada comparativement à leurs concurrents d'autres pays. Ainsi, l'un des objectifs de ces consultations est d'obtenir des renseignements auprès des entreprises sur les décisions en matière d'investissement.

Thème n° 3 :

À LA RECHERCHE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le rôle de l'investissement étranger pour consolider la compétitivité canadienne ainsi que les moyens à prendre pour obtenir la quantité et la qualité requises de cet investissement seront au nombre des principales questions soulevées lors de cet atelier. Afin d'ouvrir le débat sur cette question, mentionnons que le gouvernement désire recevoir des commentaires sur le cadre réglementaire devant régir les ententes internationales (notamment le projet d'Accord de libre-échange nord-américain [ALÉNA] et l'Accord de libre-échange [ALÉ] entre le Canada et les États-Unis) dans le meilleur intérêt des milieux d'affaires et autres. Il cherche aussi à obtenir des avis sur les

LA STRUCTURE DES CONSULTATIONS

meilleurs moyens à prendre pour stimuler l'investissement au pays. À ce chapitre, deux questions seront soulevées : Que faire pour que les entreprises canadiennes tirent le meilleur parti de l'investissement étranger? Que faire pour inciter les sociétés d'autres pays à effectuer de nouveaux investissements au Canada?

Thème n° 4 :

PRÉSENCE CANADIENNE SUR LES MARCHÉS MONDIAUX

Le rythme de la mondialisation, laquelle se définit comme l'intégration croissante des économies nationales, s'accroît et transforme la structure et la conduite des affaires. L'examen des principales caractéristiques de

cet important changement, notamment le lien de plus en plus étroit entre l'investissement, le commerce et la technologie, marquera le début de cette séance de travail. Face à la mondialisation, il faut accroître l'investissement, y compris l'investissement direct canadien à l'étranger. Les commentaires des entreprises permettront de jauger à sa juste valeur la réponse des milieux d'affaires canadiens et de définir la nature de l'aide des divers niveaux de gouvernement : fédéral, provincial et municipal. Il faudra aussi préciser si le secteur public est en mesure d'offrir la meilleure aide possible.

PRÉFACE

- Selon de récents travaux effectués par Investissement Canada ou pour le compte de celui-ci, les thèmes suivants sont au cœur même de la croissance économique future du pays.
- Nous espérons que tous les participants s'entendront sur l'importance et le bien-fondé d'une discussion sur ces thèmes lors des séances de travail.
- Si, à votre avis, ces thèmes ne tiennent pas compte de certains aspects importants de l'investissement, s'il vous plaît, veuillez nous en faire part lors des ateliers et n'hésitez pas à suggérer d'autres sujets de discussion.
- Merci de votre participation.

THÈME N° 1 : LE DÉFI DE L'INVESTISSEMENT AU PAYS

Sujets de discussion

- Qu'est-ce que l'on entend par effort d'investissement au pays et où se situe le Canada à ce chapitre sur le plan international?
- Comment se fait-il que l'effort d'investissement du Japon soit deux fois plus élevé que celui du Canada, notamment en ce qui a trait à l'investissement des entreprises dans le secteur des machines et du matériel?
- Comment pourrait-on accroître l'effort d'investissement au Canada? Réagira-t-il spontanément aux forces du marché ou faudra-t-il amorcer une action concertée dans l'ensemble du pays?
- Comment atteindre le niveau d'épargne nationale nécessaire à un effort d'investissement accru au pays? Quelles sont les perspectives d'une réduction substantielle du niveau de désépargne publique lors de la reprise économique?
- Quels partenariats les milieux d'affaires, les syndicats et le gouvernement doivent-ils établir pour intensifier l'effort d'investissement au Canada? Perçoit-on encore l'investissement et l'innovation comme une menace à la sécurité d'emploi et, le cas échéant, que faire pour changer les mentalités?
- La nature de l'infrastructure publique représente-t-elle un obstacle majeur? Pour assurer la compétitivité des entreprises, quels sont les domaines prioritaires où il faudrait apporter des améliorations?
- Quelle serait l'envergure d'un effort d'investissement accru dans les divers secteurs? Faut-il prévoir notamment une injection de capitaux dans le secteur de la fabrication?
- Quelles sont les principales politiques du gouvernement qui influent sur l'effort d'investissement au Canada?
 - la fiscalité (y compris les cotisations sociales)
 - le taux d'intérêt et le taux de change
 - les politiques commerciales intérieures et extérieures
 - la stabilité des prix
 - le contrôle du déficit
 - les réglementations environnementales et autres
 - la politique sociale
- Dans les domaines précités, où se situe le Canada par rapport à ses principaux concurrents?
- Quelles grandes réorientations ou initiatives en matière de politique amélioreraient sensiblement l'effort d'investissement du Canada?
- Quelles sont les préoccupations propres aux divers secteurs? Aux entreprises?

THÈME N° 2 : DES INVESTISSEMENTS DE QUALITÉ

Sujets de discussion

- Comment expliquer un niveau de productivité aussi peu satisfaisant au Canada tout au long des années 1980 malgré un investissement relativement vigoureux? Est-ce attribuable à une piètre qualité de l'investissement?
- Comment améliorer la qualité de l'investissement des entreprises pour éviter certaines des embûches des années 1980? Comment atténuer les effets d'une capacité excédentaire (p. ex., les biens immobiliers à usage commercial)?
- Dans quels secteurs le Canada doit-il investir? Doit-il accorder un traitement spécial au secteur de la haute technologie? Le Canada est-il à la remorque des autres pays dans les secteurs à forte croissance?
- Étant donné l'importance primordiale de la spécialisation et de la mobilité de la main-d'œuvre, comment concilier investissement en biens matériels et investissement en capital humain? Comment intégrer davantage investissement et innovation, et investissement et formation?
- Quelles mesures de rationalisation permettraient au Canada de tirer le meilleur parti des possibilités d'investissement au pays comme à l'étranger? Peut-on viser une intégration des activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire du Canada avec celles de pays où les salaires sont moins élevés, comme le Mexique?
- À ce jour, quelles sont les répercussions pour les entreprises d'une plus grande libéralisation des échanges? Quels genres d'investissements se sont révélés plus rentables? Lesquels ont été source de déception?
- Y a-t-il eu un exode massif d'entreprises vers les États-Unis? Est-ce le résultat d'une rationalisation à l'échelle mondiale? Est-ce dû à des difficultés propres aux milieux d'affaires canadiens, et si c'est le cas, où les principaux problèmes se situent-ils?
- Les obstacles au commerce entre les provinces gênent-ils les décisions en matière d'investissement? Quelles sont les questions concernant l'union économique qui sont prioritaires pour la qualité de l'investissement au pays?
- Quels genres de partenariats entre les secteurs public et privé assureraient une amélioration de la qualité de l'investissement au Canada?
- Comment réorienter en gros la politique gouvernementale pour contribuer à la qualité de l'investissement au pays?
- Peut-on citer en exemple le cas d'entreprises dont la qualité de l'investissement a été compromise par la réglementation ou la politique gouvernementales?

THÈME N° 3 : À LA RECHERCHE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Sujets de discussion

- La concurrence pour accaparer l'investissement étranger s'est-elle sensiblement accrue? Les entreprises canadiennes ont-elles réussi à attirer les investisseurs étrangers?
- Le cadre réglementaire régissant l'acquisition d'entreprises canadiennes par des sociétés étrangères est-il adéquat? Y a-t-il des problèmes dans certains secteurs? Les dispositions touchant l'investissement contenues dans l'ALÉ entre le Canada et les États-Unis doivent-elles s'étendre à d'autres pays?
- Les transformations qui ont marqué certains pays fournisseurs de longue date (entre autres, le Japon et l'Allemagne) et l'évolution de la demande dans certains pays (notamment en Europe de l'Est) soulèvent-elles certaines inquiétudes au sujet d'une éventuelle pénurie des capitaux d'investissement à l'échelle internationale?
- Quelles sont les dispositions touchant l'investissement que les entreprises canadiennes aimeraient voir inscrites dans des accords régissant le commerce international, comme l'ALÉNA?
- Est-ce que nous communiquons les bons messages à la communauté internationale sur l'investissement au Canada? Faut-il prendre d'autres moyens pour la sensibiliser davantage aux occasions d'affaires au Canada?
- Comment faciliter l'accès à l'investissement étranger dont bénéficient les milieux d'affaires canadiens?
- Peut-on tirer un meilleur parti de l'expertise du secteur privé pour améliorer le réseau d'information sur l'investissement?
- Quelles mesures peuvent et doivent prendre les trois niveaux de gouvernement pour mieux coordonner les activités visant à stimuler l'investissement?
- Que faire de plus pour inciter les sociétés d'autres pays à accroître leurs investissements au Canada?
- Qu'est-ce qui intéresse les entreprises étrangères à la recherche d'un endroit où investir?
- Qui sont les principaux concurrents du Canada en matière d'investissement étranger?
- Quels éléments faisant notre force pouvons-nous exploiter afin de rendre le Canada plus attrayant pour les investisseurs étrangers?
- Quels avantages actuels devons-nous chercher à mieux faire connaître?
- Quels obstacles à l'investissement étranger doit-on supprimer?

THÈME N° 4 : PRÉSENCE CANADIENNE SUR LES MARCHÉS MONDIAUX

Sujets de discussion

- Qu'est-ce que l'on entend par mondialisation et quels en sont les principales conséquences pour les entreprises canadiennes?
- Les entreprises canadiennes sont-elles pleinement conscientes de la nécessité de penser et d'agir en fonction de la mondialisation?
- Comparativement à leurs concurrents étrangers, les entreprises canadiennes sont en général très petites. Est-ce que cela pose de graves problèmes pour tenter de pénétrer les marchés mondiaux?
- Les coentreprises et les autres formes d'alliances stratégiques sont des moyens auxquels on a de plus en plus recours dans le cadre de la mondialisation des marchés. Quelle a été l'expérience canadienne dans ce domaine?
- Les petites et moyennes entreprises canadiennes sont-elles en mesure de former des alliances stratégiques avec des partenaires étrangers ou les coûts que cela entraîne les empêchent-elles de nouer les liens nécessaires?
- La réglementation en vigueur ou certains aspects de la réalité courante (notamment les liens entre les secteurs bancaire et commercial) dans d'autres pays compromettent-ils les initiatives d'expansion des sociétés canadiennes à l'étranger? Peut-on citer en exemple des cas de réglementation étrangère obligeant les entreprises canadiennes à investir dans un marché où elles veulent se tailler une place?
- Cherche-t-on à relier plus étroitement les activités commerciales et l'investissement? Le gouvernement doit-il travailler davantage dans ce sens?
- L'investissement international (à destination et en provenance du Canada) et le commerce favorisent grandement les transferts de technologie. Les entreprises canadiennes sont-elles étroitement liées à ce réseau de transferts? Le gouvernement pourrait-il entreprendre certaines activités reliées à l'investissement pour consolider la participation canadienne à ce réseau?
- Les filiales canadiennes de multinationales étrangères accusent-elles un retard en matière de restructuration pour faire face à la mondialisation? Les nouvelles méthodes de gestion sont-elles compatibles avec l'entrepreneuriat canadien? L'apport de ces filiales sur le plan du capital-actions est-il appelé à s'accroître?
- Faut-il modifier la politique du gouvernement pour encourager la réorganisation des entreprises en vue de la mondialisation? Les politiques en matière d'investissement et de concurrence au Canada se complètent-elles bien?
- Le gouvernement doit-il prendre des mesures pour aider les entreprises canadiennes à se mettre à l'heure de la mondialisation? Si oui, lesquelles?

NOTES